

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 5 SEPTEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/381 MARCHES D'ETUDES PREALABLES A L'OPERATION D'AMENAGEMENT LES ROUGIERES A HYERES-LES- PALMIERS - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC L'EPF PACA - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/381

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : MARCHES D'ETUDES PREALABLES A L'OPERATION
D'AMENAGEMENT LES ROUGIERES A HYERES-LES-
PALMIERS - CONVENTION DE GROUPEMENT DE
COMMANDES AVEC L'EPF PACA - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Générale des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention d'intervention foncière sur le site des Rougières, signée les 08, 24 février et 08 mars 2022, entre la Métropole, la commune d'Hyères-les-Palmiers et l'EPF PACA,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que la Métropole porte, avec la ville de Hyères-les-Palmiers, un projet urbain sur le site des Rougières, représentant la création d'un quartier à vocation principale d'habitat (780 logements) accueillant également des équipements et espaces publics ainsi que des services et commerces d'accompagnement,

CONSIDERANT que l'Etablissement Public Foncier (EPF) PACA accompagne les collectivités dans le montage opérationnel et pré-opérationnel des projets urbains, notamment par la mise à disposition d'outils d'ingénierie,

CONSIDÉRANT que le projet urbain des Rougières est une opération d'aménagement qui donne lieu à la réalisation d'études dépendant de plusieurs maîtres d'ouvrage,

CONSIDERANT qu'afin d'assurer, sur le périmètre du projet, une harmonisation des études préalables, les maîtres d'ouvrage concernés se sont rapprochés pour envisager ensemble les modalités d'une collaboration en vue de la passation de leurs marchés publics,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de constituer un groupement de commandes,

CONSIDERANT que ce groupement a pour objet le lancement des procédures et la passation des marchés,

CONSIDERANT que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont la Métropole et l'EPF PACA, ce dernier étant coordonnateur du groupement,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède,

ARTICLE 2

D'ADHÉRER au groupement de commandes relatif aux marchés d'études préalables à l'opération d'aménagement des Rougières.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'EPF PACA.

ARTICLE 4

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN
GROUPEMENT DE COMMANDES**

**EN APPLICATION DES ARTICLES L2113-6 ET L2113-7 DU CODE DE
LA COMMANDE PUBLIQUE**

**MARCHE D'ETUDES PREALABLES
A LA CREATION D'UN QUARTIER D'HABITAT MIXTE SITE « LES
ROUGIERES » A HYERES**

ENTRE LES SOUSSIGNES

L'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur, établissement d'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est à Marseille (13 001) - Immeuble « Le Noailles », 62-64 La Canebière - représenté par sa Directrice Générale, Madame Claude BERTOLINO, dont le mandat a été renouvelé par arrêté ministériel du 27 juin 2018 et agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° en date du

Désigné ci-après par les initiales «EPF»,

Et

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau métropolitain n°DC..... en date du, déposée à la Préfecture du Var le

Ci-après désignée TPM,

PREAMBULE

Dans le cadre de la convention d'intervention foncière « Site les Rougières » signée les 08, 24 février et 08 mars 2022, l'EPF PACA exécute une mission d'intervention foncière sur ce périmètre dans l'objectif de réaliser une opération d'ensemble de création de logements, d'équipements et d'espaces publiques, ainsi que des services/commerces d'accompagnement.

L'EPF réalise toutes les acquisitions foncières et immobilières dans le cadre de ce projet conduit par les collectivités et fait réaliser toutes les actions de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur de ces fonciers.

Notamment, l'EPF en complément des études déjà réalisées, réalise toute étude nécessaire à la connaissance du site, charge à la Métropole de fournir tous les compléments d'études nécessaires (urbaines, de programmation, de biodiversité etc...).

Conscients de l'opportunité de mutualiser ces études préalables, il apparaît nécessaire pour les pouvoirs adjudicateurs de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique.

Ceci étant exposé,

IL EST CONVENU CE QUI SUIV :

TITRE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

1.1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions des articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibération et par décision visées ci-dessus et jointes en annexes à la présente convention.

Le groupement de commandes est constitué pour la mise en œuvre des études préalables nécessaires à la réalisation de programmes envisagés sur le secteur des Rougières sur la commune de Hyères les Palmiers.

Le montant estimé de ces études est de 435 000€ HT.

1.2- CONTENU DE LA CONVENTION

La convention désigne le coordonnateur et fixe l'étendue de la mission.

Elle définit les règles de fonctionnement et de financement du Groupement.

Elle détermine la durée de la convention.

Elle établit la composition et le rôle de la commission des marchés.

1.3- PERIMETRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES

La convention de groupement de commandes concerne toutes les études préalables à l'opération d'impulsion foncière et de réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Les marchés à passer par le Groupement dans le cadre de la convention pourront être les suivants :

- Réalisation d'un diagnostic transversal

- Réalisation d'une étude de marché immobilier
- Elaboration d'un schéma directeur paysager
- Définition de scénarios/variantes d'aménagement
- Définition d'un master plan et formalisation du programme
- Elaboration d'un dossier VRD type AVP
- Etudes hydrauliques et dossier Loi sur l'Eau
- Elaboration de l'étude d'impacts
- Elaboration d'une étude mobilité et stationnement
- Réalisation d'une étude air/santé
- Réalisation d'une étude acoustique
- Réalisation d'une étude de faisabilité technico-économique sur les sources d'énergies renouvelables
- Accompagnement environnemental du projet
- Bilan financier
- Planning prévisionnel de l'opération
- Mise en œuvre de la concertation et assistance aux enquêtes publiques

A ces prestations prévues dans la mission globale et forfaitaire, pourront être également commandées des missions additionnelles qui seront activées au besoin :

- Elaboration d'un dossier de création de ZAC
- Elaboration d'un dossier de demande de permis d'aménager
- Aide à la constitution d'un dossier de DUP
- Réalisation d'une étude entrée de ville
- Elaboration, assistance au dépôt et à l'obtention du dossier de dérogation d'habitat et/ou d'espèces protégées pouvant aller jusqu'au CNPN
- Constitution d'un dossier CDPENAF
- AMO pour le choix de l'aménageur

TITRE 2 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT

2.1- MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- Pour la Métropole, à l'adoption d'une décision du bureau métropolitain approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif,
- La transmission de la décision au contrôle de légalité,
- A la signature de la présente convention,
- Au respect de l'ensemble des dispositions.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

2.2- DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions des articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

▫ L'EPF PACA.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

2.3- MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions des articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, la présente convention définit les règles de fonctionnement du groupement en confiant au coordonnateur la charge de transmettre pour avis du contrôleur général, la présente convention constitutive, et de procéder, dans le respect des règles prévues par les dispositions du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des prestataires. Il est notamment chargé de :

- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives ;
- faire paraître les avis d'appel public à la concurrence ;
- remettre le dossier de consultation des entreprises (DCE) aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- procéder à la rédaction du rapport d'analyse des offres ;
- assurer le secrétariat de la Commission d'Appel d'Offres ;
- convoquer la commission d'appel d'offres ;
- en cas de procédure infructueuse, de procéder à la relance du marché selon la procédure de consultation la plus appropriée ;
- gérer les relations avec les candidats non retenus (y compris en cas de procédure contentieuse) ;
- signer les marchés au nom des membres du groupement ;
- transmettre les marchés pour avis du contrôleur général ;
- notifier les marchés au nom des membres du groupement ;
- faire paraître l'avis d'attribution ;
- représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.
- exécuter les marchés.

2.4- COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

La commission d'appel d'offres du groupement est celle du coordonnateur.

2.5- OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du Groupement s'engage :

- à déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Ils adressent au coordonnateur l'état de leurs besoins, préalablement à l'envoi, par le coordonnateur, des avis d'appel public à la concurrence ;
- à mettre à disposition du ou des prestataires les données disponibles décrites dans le cahier des charges ;
- à participer à la commission des marchés du Groupement pour examiner les offres, éliminer les offres non conformes au marché et choisir l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- à exécuter les marchés après signature par le coordonnateur de l'acte d'engagement valant ordre de service ;
- à participer aux différentes réunions dont les comités de pilotage, les comités techniques, les réunions en tant que maîtrise d'ouvrage ;
- à informer le coordonnateur de toute difficulté ou litige survenant dans le cadre de l'exécution contractuelle ;
- à constater les manquements du titulaire en ce qui le concerne ;
- à assister le coordonnateur dans les contentieux liés à la passation de marchés du présent Groupement

2.6- REMUNERATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

TITRE 3 DISPOSITIONS FINANCIERES ET AVENANTS

3.1- FINANCEMENT

Le montant des études préalables est estimé à environ 435 000 euros HT, hors missions additionnelles.

Pour la mission principale globale et forfaitaire, conformément à l'annexe 2 de l'Acte d'engagement du marché, l'EPF s'acquittera directement des sommes dues auprès des prestataires pour la part lui incombant dans la limite de 60 000 € HT, la Métropole s'acquittant de sa contribution en versant directement les sommes dues au prestataire retenu pour la part restante.

Pour les missions additionnelles, réalisées le cas échéant à compter de la réception d'un bon de commande, elles seront prises en charge intégralement par la Métropole.

Chaque membre du groupement inscrit le montant des dépenses qui le concerne dans le budget de sa collectivité ou de son établissement.

Pour le versement des sommes dues par l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur :

- le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur ;
- l'ordonnateur est la Directrice Générale de l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur.

Pour le versement des sommes dues par la Métropole Toulon Provence Méditerranée :

- le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de la Métropole ;
- l'ordonnateur est Monsieur le Président de la Métropole.

3.2- DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date de signature de la présente convention. Le groupement prend fin au terme de l'exécution des marchés passés par le groupement et des éventuelles périodes de recours.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation des marchés entraîne la résiliation de la présente convention.

3.3 AVENANTS

Les avenants augmentant la masse des prestations prévues au marché initial seront signés par le coordonnateur après avoir obtenu l'autorisation expresse des autres

membres du groupement et après avoir mis en application les règles en vigueur sur les formalités préalables.

3.4 CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents.

3.5 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur.

Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

3.6 - LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Fait à Toulon, le

<p>Pour l'EPF PACA,</p> <p>La Directrice Générale,</p> <p>Claude BERTOLINO</p>	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée</p> <p>Le Président,</p> <p>Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

